



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 24 JAN. 2020

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL METTANT EN DEMEURE  
LA SOCIÉTÉ DELTISOL SITUÉE SUR LE TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE DU PONTET, DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS  
DES ARTICLES 9.1.1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION  
DU 15 JANVIER 2018 ET R. 181-46-II DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code de l'Environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 autorisant la société DELTISOL à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé situées sur le territoire de la commune du Pontet ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le dossier de demande d'autorisation de la société DELTISOL (version 2 juillet 2016), transmis par courrier de la société DELTISOL du 17 novembre 2016 ;
- VU les courriels de l'exploitant du 11 et 12 décembre 2019 ;
- VU la lettre de conclusion de l'inspection des installations classées du 30 décembre 2019 faisant suite à la visite de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2019 ;

**VU** le rapport à monsieur le Préfet et les propositions en date du 30 décembre 2019 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 30 décembre 2019, informant l'exploitant des suites administratives proposées conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 27 novembre 2019, l'inspecteur des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions des articles :

- R. 181-46-II du code de l'environnement, en raison de l'absence d'information de monsieur le Préfet, préalablement à la modification des conditions de stockage, prévues dans le dossier de demande d'autorisation susvisé, concernant les produits finis au niveau de la « cour camion » ;
- 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 susvisé, en raison de :
  - l'absence de renforcement de la structure de la façade sud du stockage sud et de mise en place d'une porte coupe feu 2 heures ;
  - l'absence de mise en place de portes coupe-feu 2 heures dans le local de stockage bloc ;
  - l'absence de renforcement du mur en limite de propriété coté cour camion ;
  - l'absence de renforcement de la façade sud du stockage des produits finis avec un dépassement d'un mètre au-dessus des toitures ;

**CONSIDÉRANT** que le non-respect des prescriptions des articles R. 181-46-II du code de l'environnement et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 susvisé ne permet pas de garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DELTISOL de respecter les prescriptions des articles R. 181-46-II du code de l'environnement et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 15 janvier 2018 susvisé ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse.

## A R R E T E

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société DELTISOL, dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 840 rue de la Verdette au PONTET, exploitant des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé sur le territoire de la commune du Pontet, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **ARTICLE 2 :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter :

- **au plus tard le 15 mars 2020**, les prescriptions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, en portant à la connaissance de monsieur le préfet la modification des conditions de stockage des produits finis au niveau de la « cour camion ».

La demande de l'exploitant devra comprendre tous les éléments d'appréciation nécessaires, dont notamment une mise à jour des chapitres impactés de l'étude de danger, transmise en appui à la demande d'autorisation susvisée.

- **au plus tard d'ici le 30 juin 2020**, les prescriptions suivantes, mentionnées à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 susvisé :
  - a) le renforcement de la structure de la façade sud du stockage sud et la mise en place d'une porte coupe feu 2 heures ;
  - b) la mise en place de portes coupe-feu 2 heures dans le local de stockage bloc ;
  - c) le renforcement du mur en limite de propriété coté cour camion ;
  - d) le renforcement de la façade sud du stockage des produits finis avec un dépassement d'un mètre au-dessus des toitures.

### **ARTICLE 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

#### **ARTICLE 5 : mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire du ~~Porter~~, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Thierry DEMARET